

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 12 octobre au 16 octobre 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION

(ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

Faits marquants

- ❖ **Éthiopie** : Inauguration d'une raffinerie de métaux précieux
- ❖ **Kenya** : Kenya Airways obtient 350 M USD et une conversion de dette en capital
- ❖ **Ouganda** : La Banque centrale relève son taux directeur en urgence pour atténuer la baisse du shilling

LE CHIFFRE A RETENIR

79,8 %

KENYA : PART DU SERVICE DE LA DETTE (INCLUANT
DEPENSES D'INTERETS ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL)

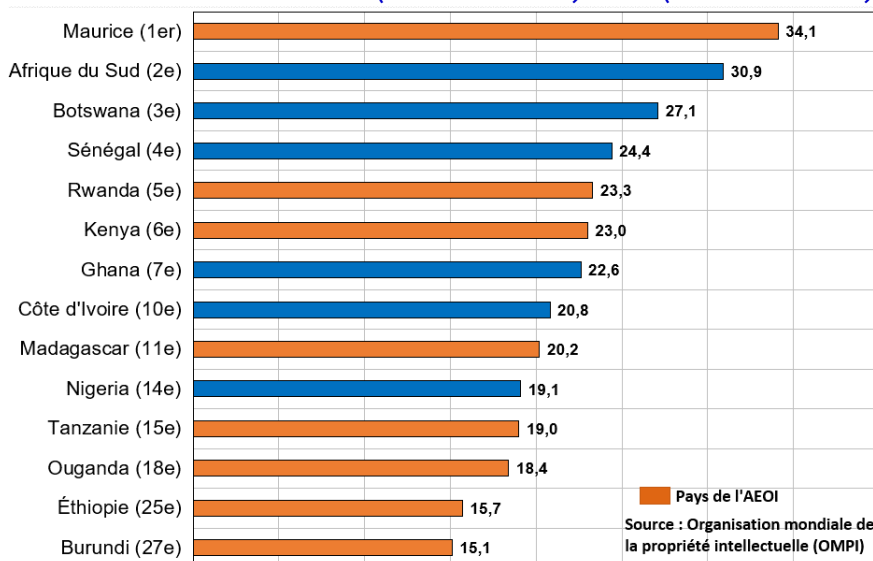
DANS LES RECETTES PUBLIQUES EN 2026/27

(APRÈS 72,3 % EN 2025/26)

Le graphique de la semaine

Afrique subsaharienne : Indice mondial de l'innovation

- score de 0 (niveau minimal) à 100 (niveau maximal), 2026 -



L'Indice mondial de l'innovation (IMI) classe 139 économies (dont 31 en Afrique subsaharienne), qui représentent 95,5 % de la population mondiale et 98 % du PIB mondial en parité de pouvoir d'achat (PPA). Il repose sur 79 indicateurs mesurant ce que les pays investissent dans l'innovation (institutions, compétences, infrastructures, marchés, entreprises) et ce qu'ils en retirent (connaissances, technologies, biens créatifs). Les scores vont de 0 à 100 : la Suisse arrive en tête avec 66,7, tandis que le Tchad ferme la marche avec 9,5.

Selon [OMPI](#), Maurice domine l'innovation en Afrique subsaharienne et entre dans le top 50 mondial (50e), grâce à un modèle tourné vers les services : elle est 6e mondiale pour les investisseurs en capital-risque comme pour les exportations de services culturels et créatifs. Le Rwanda (96e mondial) enregistre la plus forte progression de la région et prend la tête des économies à faible revenu, porté par ses institutions (26e) et la stabilité de ses politiques (2e). Le Kenya gagne cinq places et se hisse au 97e rang mondial, signe d'un écosystème technologique et entrepreneurial en plein essor : modèles d'utilité (8e), capital-risque reçu (30e) et recours aux énergies bas carbone (11e). Madagascar se distingue par ses dessins et modèles industriels (15e) et ses marques (22e), malgré des moyens limités, et innove, comme le Rwanda et le Burundi, au-delà de ce qu'annonce son niveau de développement. L'Ouganda se classe 20e mondial pour la valorisation des licornes (start-up non cotées de plus de 1 Md USD) rapportée au PIB, l'OMPI lui rattachant la fintech Chipper Cash, basée aux États-Unis mais cofondée par un Ougandais. La Tanzanie, l'Ouganda et l'Éthiopie restent freinés par un capital humain et des infrastructures insuffisants.

REGIONAL

Le FMI révisé à la baisse les croissances de la moitié des pays de la région

Dans ses [Perspectives de l'économie mondiale d'octobre 2026](#), le Fonds monétaire international relève de +0,2 pt sa prévision de croissance 2026 pour l'Afrique subsaharienne par rapport à son édition d'avril 2026, à +4,5 %, comme en 2025. Sur 43 économies africaines, 17 d'entre elles voient leur croissance révisée à la hausse, 17 à la baisse et 9 restent inchangées. En Afrique de l'Est et océan Indien (AEOI), le Soudan du Sud connaît la plus forte hausse (+6,4 pts, à +10,5 %), porté par le renchérissement des prix du pétrole, suivi du Soudan (+6,3 pts, à +7,0 %), rebondissant après une année 2025 atone. Le Rwanda (+0,2 pt, à +7,4 %), Madagascar (+0,2 pt, à +3,8 %) et la Tanzanie (+0,1 pt, à +6,0 %) progressent également. L'Éthiopie (+9,2 %) et le Kenya (+4,5 %) sont inchangés, mais la croissance kényane de 2025 est abaissée à +4,6 % (+4,9 % en avril). À l'inverse, les importateurs de pétrole pâtissent de la hausse des prix énergétiques et alimentaires. L'Ouganda subit la plus forte baisse (-1,3 pt, à +6,2 %), bien que sa prévision 2027 soit relevée à +9,9 %, avec le léger décalage du début de la production pétrolière. Les Comores (-1,2 pt, à +2,9 %), Maurice (-0,7 pt, à +2,7 %), les Seychelles (-0,5 pt, à +1,0 %), Djibouti (-0,4 pt, à +5,6 %), la Somalie (-0,3 pt, à +2,3 %) et le Burundi (-0,2 pt, à +3,6 %) ralentissent aussi.

Le Soudan du Sud lance son centre de dédouanement au Kenya

Le Soudan du Sud a lancé la construction de son centre logistique et de dédouanement au Kenya, situé dans la zone économique spéciale (ZES) de Mai Mahiu, à Naivasha. Cette plateforme sera dédiée au dédouanement, à la manutention et au transit des marchandises à destination du Soudan du Sud. La ZES de Mai Mahiu vise à desservir les pays utilisant le corridor nord, qui relie le port de Mombasa aux pays d'Afrique de l'Est et centrale, notamment le Soudan du Sud et l'Ouganda. Parmi les cinq pays auxquels le Kenya a attribué des terrains au sein de cette ZES, le Soudan du Sud est le premier à entamer les travaux. Le projet devrait permettre de réduire les coûts et les délais des opérations, tout en désengorgeant le port de Mombasa, confronté à une congestion croissante.

COMORES

Premier dialogue de partenariat avec l'Union européenne au titre de l'accord de Samoa

L'Union européenne et l'Union des Comores ont tenu le 6 octobre à Moroni leur premier dialogue de partenariat au titre de l'accord de Samoa, qui a succédé à l'accord de Cotonou. Coprésidée par le ministre des Affaires étrangères, Mbae Mohamed, et l'ambassadeur de l'UE, Roland Kobia, la rencontre a donné lieu à un communiqué conjoint. L'UE y propose de soutenir les priorités du gouvernement comorien, notamment dans les infrastructures, l'économie bleue, l'énergie et l'adaptation au changement climatique. Les deux parties prépareront ensemble le prochain programme de coopération européen pour 2028-2034. Elles se sont aussi engagées à mettre en œuvre l'accord de partenariat économique approfondi conclu en juin avec Madagascar, Maurice et les Seychelles, et à développer les exportations comoriennes vers l'UE. Lors d'une conférence de presse le 7 octobre, l'ambassadeur a rappelé que l'UE est le premier partenaire commercial des Comores hors hydrocarbures et que son aide, principalement sous forme de dons, n'a pas diminué.

DJIBOUTI

Le FADES confirme son intérêt pour le futur terminal aéroportuaire de Bicidley

Le Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES) a confirmé son intérêt pour le projet de nouveau terminal aéroportuaire de Djibouti lors d'un entretien à Bangkok entre son directeur général, Fawzi Yousef Alhunaif, et le ministre de l'Économie et des Finances, Ilyas Moussa Dawaleh. Ce dernier a également présenté plusieurs priorités de diversification économique, dont le Parc industriel vert, le développement des centres de données et le projet d'économie bleue mené avec la Banque mondiale, en soulignant leur contribution attendue pour l'emploi des jeunes. Les deux parties ont convenu de renforcer leur coordination et d'élaborer un programme quinquennal de projets prioritaires, destiné aux institutions du Groupe de coordination arabe. Elles étudieront également des financements mixtes associant le secteur privé, notamment dans l'économie bleue. Aucun montant

ni engagement ferme de financement du terminal n'a toutefois été annoncé à l'issue de cet échange, selon les informations rapportées.

Mission économique de la Francophonie

Organisée à Djibouti par l'Organisation internationale de la Francophonie, la mission économique de la Francophonie a réuni opérateurs publics et privés autour d'un cycle de conférences consacré au financement des échanges, à l'attractivité de Djibouti et au secteur transport-logistique. Les intervenants ont insisté sur la réduction du risque pays, le recours aux fonds concessionnels et la structuration des financements pour les PME. Djibouti a mis en avant la stabilité de son environnement des affaires, un franc arrimé au dollar depuis 1948, son rôle de hub logistique en mer Rouge et un droit inspiré du droit français. Les participants ont également visité des infrastructures portuaires et énergétiques, dont la centrale éolienne de Goubet (60 MW). La mission a permis à la cohorte française de nouer des partenariats : une lettre d'intention entre T-Imagededik (France) et Labtani (Canada) dans la santé numérique, un mémorandum entre ICC France et la Chambre de commerce de Djibouti, et des discussions entre Groupe Europe Handling et Air Djibouti sur le futur aéroport de Bicidley.

ÉTHIOPIE

Prévisions économiques du FMI : focus sur l'Éthiopie

Le FMI a actualisé, le 13 octobre, ses prévisions économiques sur l'ensemble des pays de la région – cf. brève régionale. Pour l'Éthiopie, le FMI prévoit une baisse de la croissance, de +9,2 % en 2026 à +7,8 % en 2027. Malgré ce ralentissement, l'Éthiopie devrait conserver une croissance nettement supérieure à la moyenne de l'Afrique subsaharienne (+4,5 %). Pour l'inflation, après un recul attendu, de +16 % en 2025 à +11,7 % en 2026, elle repartirait à la hausse pour atteindre +12,3 % en 2027. A propos du déficit courant, les spécialistes avancent qu'il devrait également se creuser à -2,5 % du PIB en 2026, avant de refluer à -1,3 % en 2027. Ces perspectives soulignent la persistance des fragilités macroéconomiques du pays, notamment face au renchérissement des importations énergétiques et aux besoins de financement extérieur. Par ailleurs, il semble important de préciser que la croissance

éthiopienne est peu inclusive et est en partie extensive : elle a été portée par le facteur investissement, principalement public, de manière massive, tandis que la productivité par personne ne s'est que peu améliorée.

Inauguration d'une raffinerie de métaux précieux

Le 10 octobre 2026, le gouvernement éthiopien a inauguré la première raffinerie nationale de métaux précieux située dans la zone économique spéciale de Bole Lemi en banlieue d'Addis Abeba. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la stratégie gouvernementale visant à transformer localement les ressources minières. L'usine qui possède une capacité annuelle de 600 tonnes de métaux précieux est le fruit d'un partenariat entre l'Ethiopian Investment Holdings (EIH) et l'investisseur étranger Sam Precious Metals (Émirats arabes unis). La raffinerie est équipée pour analyser, affiner et couler l'or en lingots prêts à l'exportation. Elle assurera également la fabrication de lingots d'or et d'argent de différents niveaux de puretés. A travers ce projet, les autorités souhaitent faire de l'Éthiopie un centre régional de raffinage et de transformation des métaux précieux dans l'est du continent.

Un nouveau cadre de garanties souveraines pour faciliter le financement des investissements stratégiques

L'Éthiopie a adopté un nouveau cadre juridique visant à sécuriser les investissements stratégiques. Ce nouveau règlement (n° 590/2026) autorise le ministère des Finances à prendre des engagements d'indemnisation au bénéfice d'investisseurs dans des projets reconnus comme stratégiques par le Conseil des ministres ou le Conseil éthiopien de l'investissement. Le dispositif vise à faciliter leur financement en couvrant notamment les risques d'expropriation, de nationalisation et de non-respect des contrats d'achat par les entreprises publiques. Pour encadrer l'exposition budgétaire de l'État, chaque engagement devra comporter un plafond de responsabilité et faire l'objet d'une évaluation des risques. Le texte prévoit également un fonds de réserve dédié et un rapport annuel au gouvernement et au Parlement sur les engagements et les indemnités versées.

KENYA

Kenya Airways obtient 350 M USD d'allocations budgétaires et une conversion de dette en capital

Le 9 octobre, le Conseil des ministres a approuvé un financement actionnarial de 350 M USD pour la compagnie aérienne nationale Kenya Airways (KQ). Ce prêt sur 10 ans couvrira des besoins urgents, comme la maintenance et la remise en service d'avions immobilisés, et pourra ensuite être converti en capital lors d'une restructuration ou remboursé par anticipation. Il a aussi approuvé la conversion de 940 M USD de prêts publics, intérêts courus compris, en un instrument négociable assimilable à des fonds propres, pour sortir KQ de ses capitaux propres négatifs, renforcer son bilan et ouvrir la voie à une levée de fonds sur le marché et à l'arrivée de nouveaux investisseurs stratégiques. KQ a enregistré une perte nette de 132 M USD en 2025, après un bénéfice de 42 M USD en 2024, son premier exercice bénéficiaire après douze ans de pertes. Par ailleurs, la modernisation de son hub, l'aéroport international Jomo Kenyatta (JKIA), lancée en juillet 2026 pour 1,2 Md USD, devrait porter sa capacité annuelle de 7,5 M à 22 M de passagers.

Le gouvernement apure 183 M USD d'arriérés de paiement

Le 9 octobre, le Conseil des ministres a approuvé 23,7 Md KES (183 M USD) pour régler 28 726 arriérés vérifiés (factures impayées de l'État) de 50 M KES ou moins. Ils représentent 98 % des 29 257 créances signalées par le Comité de vérification des arriérés (PBVC), mais seulement 15 % de leur valeur. Sur 115 617 créances reçues (664,8 Md KES, 5,1 Md USD), le comité en a validé pour 155,3 Md KES (1,2 Md USD). Les 531 plus grosses créances (131,6 Md KES, 1 Md USD) seront réglées progressivement, sans calendrier annoncé. Le National Treasury (ministère de finances), chargé des paiements, privilégiera les petites entreprises. Cette décision suit l'apurement de 80,3 Md KES (619 M USD) d'arriérés routiers par titrisation du Fonds de la redevance d'entretien routier (*Road Maintenance Levy Fund, RMLF*) : 7 des 25 KES prélevés par litre de carburant ont été gagés pour lever 175 Md KES (1,3 Md USD) de prêts bancaires, destinés à payer les entreprises routières et relancer des chantiers à l'arrêt. Leur refinancement par une émission obligataire reste prévu.

Le service de la dette absorberait près de 80 % des recettes en 2026/27

Selon [le rapport annuel 2025/26 sur la gestion de la dette publique](#) du National Treasury (ministère de Finances), la dette publique et garantie par l'État atteignait 101,3 Md USD fin juin 2026, soit 70,4 % du PIB, contre 91,4 Md USD (67,8 % fin juin 2025). L'endettement intérieur explique l'essentiel de la hausse (dette intérieure +15,8 %, extérieure +5,6 %), et le solde budgétaire s'est creusé à -6,8 % du PIB en 2025/26, après -5,8 % en 2024/25. Environ 12,9 Md USD (12,7 % de l'encours) arrivent à échéance d'ici juin 2027, au-delà de l'objectif de 11,9 %. Le service de la dette (intérêts et principal) absorberait 79,8 % des recettes ordinaires en 2026/27, avant les élections d'août 2027, contre 72,3 %. Le rapport recense environ 3 Md USD de financements adossés à des taxes affectées (taxe d'entretien routier, fonds sportif pour le stade Talanta, taxe touristique pour le centre de conférences Bomas), non comptabilisés dans la dette. Le FMI demande que ces titrisations soient enregistrées comme dette publique, ce que conteste le Trésor.

Les prix des carburants augmentent à un niveau sans précédent

L'Autorité de régulation de l'énergie et du pétrole (EPRA) a relevé les prix à la pompe à des niveaux records pour la période du 15 octobre au 14 novembre. À Nairobi, l'essence augmente de +6,0 % à 226,96 KES (1,75 USD) le litre, le gazole de +4,5 % à 227,76 KES (1,75 USD) et le kérosène de +14,9 % à 219,87 KES (1,69 USD). L'EPRA invoque le coût des importations de septembre, le plus élevé depuis le début de la crise au Moyen-Orient, le coût à l'arrivée de l'essence ayant progressé de +11,8 %. La hausse plus marquée du kérosène vise à réduire l'écart avec le gazole pour limiter la fraude par mélange. Taxes et prélèvements représentent 75,4 KES (0,58 USD) par litre d'essence, soit 33,2 % du prix, alors même que la TVA sur les carburants a été réduite de moitié, à 8 %, en avril, une mesure prolongée jusqu'au 14 janvier 2027. La stabilisation des prix a mobilisé 29,4 Md KES (227 M USD) du *Petroleum Development Levy Fund* sur l'exercice 2025/26, que le gouvernement entend continuer à réapprovisionner.

MADAGASCAR

Conclusions d'une mission des services du FMI

Les services du Fonds monétaire international ont effectué une mission à Antananarivo du 5 au 9 octobre, dans le cadre du suivi de la mise en œuvre de la Facilité élargie de crédit (FEC) et de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD). L'exécution budgétaire en 2026 demeure lente, avec un taux inférieur à 50 %, en raison de goulots d'étranglement administratifs. Les autorités entendent accélérer l'exécution des dépenses d'investissement public, tout en veillant au respect de l'objectif de solde primaire fixé pour la fin de l'année. Face aux pertes de recettes, la mise en œuvre rapide des mesures prévues dans la loi de finances rectificative (LFR) 2026, visant à rationaliser les dépenses fiscales, est jugée essentielle. L'élaboration de la loi de finances initiale (LFI) 2027 est en cours. Elle s'articule notamment autour du renforcement de la mobilisation des recettes intérieures et du rétablissement intégral du mécanisme d'ajustement automatique des prix des carburants d'ici au début de 2027. Enfin, le FMI souligne la nécessité de mettre en œuvre les recommandations issues de son diagnostic global de gouvernance, d'accélérer la réforme de la Jirama, la compagnie nationale d'eau et d'électricité, et de faire avancer les réformes prévues dans le cadre de la FRD.

MAURICE

Mesures d'urgence face à la baisse du niveau des réservoirs d'eau

Face à la sécheresse, les autorités mauriciennes ont renforcé leurs mesures pour garantir l'approvisionnement en eau. Le principal réservoir naturel du pays, Mare-aux-Vacoas, affiche un taux de remplissage de seulement 36 %, contre 88 % un an plus tôt. Les coupures d'eau, qui peuvent durer plusieurs jours, ont donné lieu depuis début octobre à des manifestations dans la région des Plaines-Wilhems. Le 9 octobre, le Conseil des ministres a décidé la mise en service de neuf forages d'ici fin octobre et le doublement de la capacité de la conduite reliant le réservoir de Mare-Longue à la station de traitement de La Marie, portée à 30 000 m³ par jour. Par ailleurs, depuis le 12 octobre, la *Central Water Authority*, l'opérateur public de

l'eau, réquisitionne des forages privés, en application de la loi de 2024 sur les ressources en eau. Les ménages non équipés peuvent aussi demander une aide pouvant atteindre 15 000 MUR (environ 280 EUR), versée par la *Development Bank of Mauritius*, pour l'achat de deux citernes et d'une pompe.

OUGANDA

La Banque centrale relève son taux directeur en urgence à 12 % pour atténuer la chute du shilling

Lors d'une réunion d'urgence le 14 octobre 2026, la première recensée depuis juillet 2022, la Banque d'Ouganda (BoU) a relevé son taux directeur de 9,75 % à 12,0 % (+225 points de base). Le shilling avait enchaîné les plus bas historiques (-12,8 % face au dollar depuis fin 2025), la hausse des rendements des bons du Trésor américain poussant les investisseurs étrangers à se retirer des titres publics (environ 200 M USD en deux semaines, selon Citigroup), tandis que les importateurs accroissaient leurs achats de dollars. La BoU invoque aussi le conflit au Moyen-Orient, qui a renchéri le pétrole et le fret et creusé le déficit courant à 4,6 Md USD sur les 12 mois à fin août (+1,4 Md USD), ainsi que la baisse des cours du café et du cacao et le recul des recettes touristiques du fait de l'épidémie d'Ébola. L'inflation globale est passée à +4,6 % en septembre (+4,1 % en août). La BoU table désormais sur une moyenne de 7,0-7,5 % sur les 12 prochains mois et a abaissé sa prévision de croissance pour l'exercice 2026/27 à 6,0-6,5 % (contre 7,0-7,5 % auparavant). Cette hausse renchéra un crédit déjà coûteux en Ouganda, où l'État emprunte à 17 %.

RWANDA

Retour de la Formule 1 en Afrique

Deux ans après avoir annoncé sa candidature, le Rwanda a signé le 13 octobre un accord décennal avec la Formule 1 (F1), principal championnat mondial de course automobile, pour accueillir le Grand Prix d'Afrique, parrainé par Visit Rwanda (marque touristique du pays). Prévue au début des années 2030, cette course sera la première de F1 en Afrique depuis 1993, faisant du Rwanda le troisième hôte africain, après le Maroc et l'Afrique du Sud. Le circuit, implanté à Bugesera, à 40 km au sud de Kigali, près du futur aéroport, accueillera des événements toute l'année. Selon des estimations sectorielles, la construction

coûterait 270 M USD, l'entretien 18,5 M USD par an et les droits d'accueil versés à la F1 jusqu'à 55 M USD par an. Kigali mise sur le tourisme, qui a rapporté 685 M USD en 2025 selon le Rwanda Development Board (agence nationale de développement), avec des retombées sur la construction, l'hôtellerie et les transports. La F1 revendique plus de 100 millions de fans africains, dont près de 60 % de moins de 35 ans.

SEYCHELLES

Forte baisse de 7,2 % des arrivées touristiques en glissement annuel fin septembre 2026

Selon le dernier rapport du bureau national des statistiques seychellois, publié le 7 octobre, l'archipel a enregistré une baisse de +7,2 % des arrivées touristiques en glissement annuel fin septembre 2026, totalisant 269 337 visiteurs, contre 290 326 sur la même période en 2025. Près des trois quarts des visiteurs sont européens (72,4 %). La France est le troisième pays européen de provenance avec 29 175 personnes, soit 10,8 % des visiteurs. Elle se situe derrière l'Allemagne (34 483) et la Russie (34 123). 86,9 % des visiteurs sont venus pour des vacances contre 11,6 % pour une lune de miel et 1,1 % pour les affaires.

SOMALIE

Clôture du projet SCALED-UP financé par la Banque Mondiale

Le projet SCALED-UP, financé par la Banque mondiale, a officiellement pris fin après près de sept années de mise en œuvre en Somalie. Lancé en 2019, le projet visait à développer les services financiers et numériques, à soutenir les petites et moyennes entreprises et à promouvoir l'innovation et l'entrepreneuriat. Il a contribué à l'expansion des services financiers et numériques, à la croissance des entreprises et à la création de nouvelles opportunités économiques, notamment pour les jeunes Somaliens. Selon le représentant résident de la Banque mondiale en Somalie, plus de 8 000 entreprises ont été enregistrées dans le cadre du projet, dans le but

d'élargir les opportunités commerciales et de faciliter l'accès aux services financiers dans le pays.

SOUDAN

2,3 Md USD de recettes d'or en 2026

La « *Sudanese Mineral Resources Company* » (SMRC), organisme régulateur de l'exploitation minière au Soudan, a annoncé que les recettes d'exportation d'or ont atteint 2,3 Md USD entre janvier et septembre 2026, tandis que les recettes fiscales nationales provenant du secteur se sont élevées à 1 886 Md SDG (soit environ 209 M USD au taux parallèle). Sans révéler le volume de la production, la société a affirmé que ce-dernier a atteint 105 % de l'objectif fixé pour 2026. En août, la société avait révélé que 33 nouvelles sociétés, travaillant dans le traitement des déchets, sont entrées en phase de production en 2026. En 2025, SMRC avait annoncé une production de 70 tonnes, dont seulement 14,7 tonnes avaient été exportées, pour une valeur de 1,5 Md USD

SOUDAN DU SUD

accord de 2 Md USD avec Shamrock pour construire des routes, contre de l'or

Shamrock Global Group, société enregistrée aux îles Vierges britanniques, a officialisé le 24 septembre un partenariat public privé créant la coentreprise *Nile Mineral Resources* avec le gouvernement sud-soudanais, dans le cadre de l'accord *gold for roads*. Le projet prévoit la construction d'un réseau routier d'une longueur de 1 031 km, la construction d'une raffinerie d'or à Djouba et la réalisation d'une étude géologique à l'échelle du pays. En contrepartie, la coentreprise obtiendra des concessions aurifères. D'autres projets pourraient porter la valeur des investissements à 2 Md USD. Le contrat avait été signé en octobre 2025, mais n'a été ratifié par le président, M. Salva Kiir, que le 21 août 2026. Il suscite des critiques de la part de membres de la société civile, notamment en raison de l'absence d'appel d'offres pour la sélection de l'entreprise partenaire.